

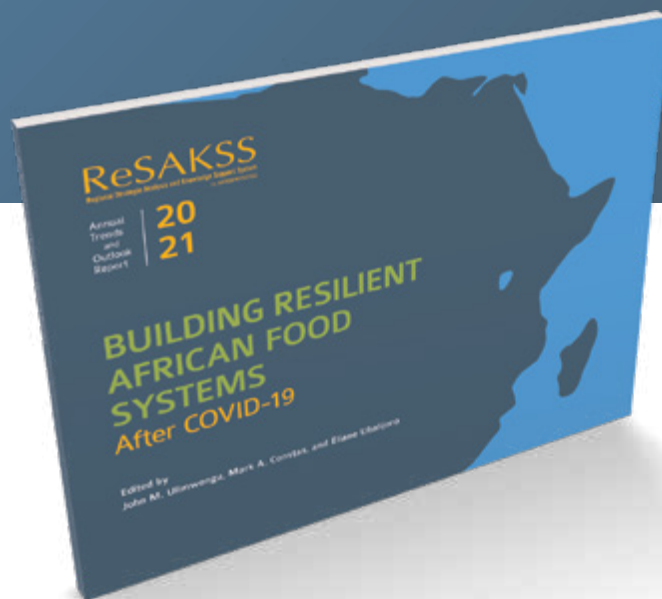
Rapport annuel 2021 sur les tendances et les perspectives

Construire des systèmes alimentaires résilients en Afrique après la COVID-19

Rédigé par John M. Ulimwengu, Mark A. Constatas et Éliane Ubalijoro

L'Afrique est confrontée à de gigantesques défis dans sa lutte contre les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19. La crise a profondément affecté la santé, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire sur le continent. Elle a perturbé sa trajectoire de croissance, réduit à néant les progrès accomplis dans l'amélioration des revenus et exacerbé des difficultés de long terme, notamment le grand nombre de personnes souffrant de la pauvreté et de la faim. La pandémie a révélé des vulnérabilités et mis en évidence la nécessité de renforcer l'inclusion et la résilience des systèmes alimentaires post-COVID-19 face aux chocs futurs.

Le Rapport annuel 2021 sur les tendances et les perspectives (2021 Annual Trends and Outlook Report – Rapport ATOR) s'appuie sur des données scientifiques pour documenter des stratégies visant à renforcer la résilience des systèmes alimentaires en Afrique après la COVID-19. Le rapport : (1) évalue les impacts de la pandémie sur différents aspects des systèmes alimentaires africains ; (2) examine les réponses des gouvernements africains à la crise, y compris l'extension des programmes de protection sociale ; et (3) explore des outils, des méthodologies et des approches pour mesurer les impacts des crises et évaluer la résilience des individus, des communautés et des pays. Le rapport ATOR examine également les progrès accomplis par le continent dans la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) pour la réalisation des objectifs et des cibles de la Déclaration de Malabo gravement affectés par la pandémie.



Impacts de la COVID-19 sur les pays africains

Les systèmes alimentaires africains ont été particulièrement affectés par la pandémie de la COVID-19, à différents niveaux : fluctuations des volumes et des prix des produits sur les marchés mondiaux, mesures nationales visant à atténuer la propagation de la maladie et évolution des comportements individuels en vue de réduire l'exposition au virus, entre autres. Les impacts de la pandémie sur la croissance économique, les revenus, l'emploi, le commerce et les prix des produits alimentaires ont eu des répercussions sur la nutrition et la sécurité alimentaire, lesquelles sont susceptibles de persister dans les années à venir.

Croissance économique et agricole et emploi

Dans l'ensemble de l'Afrique, le PIB par habitant a baissé d'environ 5 % entre 2019 et 2020, marquant une nette rupture avec la croissance économique soutenue (malgré une tendance à la baisse) des deux décennies précédentes. Cette baisse de la croissance traduit une chute abrupte de l'emploi, notamment dans le secteur informel. Les baisses correspondantes des revenus des ménages ont vraisemblablement entraîné une augmentation considérable de la pauvreté et de la faim.

La réduction de l'activité économique nationale et mondiale constitue l'un des nombreux canaux de transmission de l'impact de la COVID-19 sur la croissance économique. Les mesures de confinement adoptées dans les pays africains et dans le reste du monde

ont considérablement perturbé le commerce international. La baisse des volumes et des prix des produits à l'exportation a contribué à réduire la croissance. On estime cependant que l'impact a été moins important pour les pays dont les paniers d'exportation sont plus diversifiés, ce qui souligne l'importance des efforts à plus long terme pour renforcer la compétitivité commerciale des pays africains et élargir la gamme de leurs exportations.

Si de nombreux secteurs économiques ont connu une chute de la production, l'agriculture, quant à elle, a été moins affectée par la crise. Contrairement à la croissance économique globale, la croissance de l'agriculture en Afrique est restée positive en 2020. À l'échelon mondial, l'emploi dans l'agriculture serait resté relativement stable, contrairement à de nombreux autres secteurs. Selon certaines simulations, d'autres composantes du système alimentaire sont plus fortement affectées par la pandémie, notamment les entreprises de restauration touchées de plein fouet par la fermeture des commerces et d'autres mesures de confinement. Les secteurs de la restauration et de la transformation alimentaire sont aussi particulièrement sensibles à la baisse de la demande due aux pertes de revenus des consommateurs.

Commerce agricole intra-africain

Les restrictions de déplacements, les fermetures de frontières et autres mesures de confinement adoptées par les pays africains en raison de la COVID-19 ont eu de graves répercussions sur le commerce intra-africain, notamment le commerce transfrontalier informel. Bien que les données sur le commerce informel soient rares, les estimations disponibles indiquent une forte baisse en 2020, y compris dans le commerce informel des produits alimentaires et agricoles. Le commerce formel a été lui aussi affecté par la pandémie, mais les données indiquent qu'il aurait connu un rebond au deuxième semestre 2020, après un fléchissement pendant les premiers mois de la pandémie. Le commerce intra-africain, formel et informel, est vital pour assurer la sécurité alimentaire, soutenir les revenus des ménages, stabiliser les marchés alimentaires régionaux et réduire la volatilité des prix, permettant ainsi d'amortir les impacts des chocs locaux. Il convient donc de le préserver pendant les périodes de crise. Face à des chocs sanitaires tels que la pandémie de COVID-19, les pays se doivent d'identifier des mesures qui peuvent être mises en œuvre sur les marchés et aux frontières sans affecter les échanges commerciaux. La mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) en vue de renforcer le commerce intra-africain doit être au centre des stratégies à plus long terme visant à améliorer la résilience des marchés et des systèmes alimentaires.

Prix des produits alimentaires

Les gouvernements en Afrique et dans le monde entier se sont efforcés de ralentir la propagation de la COVID-19 avec des confinements, des restrictions de déplacements, des fermetures d'écoles et d'entreprises, des restrictions sur les marchés et, dans certains cas, des fermetures des frontières. Ces mesures ont altéré l'offre et la demande de produits alimentaires et affecté leurs prix, avec un impact sensiblement différent selon les régions. Dans certaines zones, la pandémie et les restrictions connexes ont entraîné de fortes hausses des prix des produits alimentaires de base par rapport aux projections pré-pandémie, et dans d'autres, des chutes brutales. La variation des prix a été influencée par des facteurs tels que la localisation des marchés dans des zones excédentaires ou déficitaires, les rôles joués par les pays avant la pandémie dans l'offre régionale de produits alimentaires et le

caractère périssable ou non des produits. Les fluctuations des prix, à la hausse comme à la baisse, peuvent être perturbatrices : les augmentations rendent les aliments moins abordables pour les consommateurs et les baisses affectent la capacité des agriculteurs à acquérir des intrants et à réaliser des investissements. Pour maintenir la stabilité des prix pendant les crises, les gouvernements doivent soigneusement concevoir et mettre en œuvre les mesures de confinement afin que leurs impacts sur le fonctionnement des marchés et sur le commerce national et transfrontalier soient aussi limités que possible. Des mécanismes doivent être mis en place pour surveiller les prix des produits alimentaires, notamment pendant les crises, afin d'identifier de manière précoce les perturbations à venir. Un soutien aux producteurs ou aux consommateurs pourrait être nécessaire pour assurer un approvisionnement continu et permettre aux populations vulnérables d'accéder aux produits alimentaires. Les réponses uniformes sont à éviter, étant donné l'importance des caractéristiques locales dans la détermination des variations de prix.

Nutrition et sécurité alimentaire

Malgré la croissance de la production agricole en 2020, l'insécurité alimentaire s'est nettement aggravée. Selon les estimations, plus de la moitié des Africains auraient été affectés par des conditions d'insécurité alimentaire modérée ou grave au cours de cette même année. En raison des perturbations sur le marché et des pertes de revenus, de nombreux consommateurs n'ont pas pu accéder à des quantités suffisantes de produits alimentaires. D'après les projections, le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique a augmenté de 46 millions entre 2019 et 2020, et la malnutrition infantile a sensiblement augmenté. Les impacts de la COVID-19 ont réduit à néant les progrès soutenus accomplis en matière de réduction de la malnutrition infantile et la tendance à la hausse de la sous-alimentation – notée déjà avant 2020 – a été exacerbée par la pandémie. Les effets de la pandémie sur la nutrition devraient perdurer au-delà de 2020, notamment la malnutrition infantile, qui risque d'affecter le développement à long terme.

Bien que les effets de la crise sur la nutrition et la sécurité alimentaire aient été largement ressentis, les impacts ont été plus graves sur les ménages et les communautés vulnérables. Face aux différences des modèles de vulnérabilité préexistants et aux impacts inégaux des crises sur la sécurité alimentaire, les gouvernements doivent envisager d'intensifier le suivi et de préparer des interventions en vue d'un déploiement rapide dans les régions les plus vulnérables. Au niveau des ménages, la pauvreté antérieure à la crise et l'exposition à des effets négatifs sur la santé, l'emploi et les prix, entre autres, affectent la propension à la baisse de la sécurité alimentaire liée à la COVID-19, soulignant l'importance de la protection sociale pour atténuer les effets des chocs.

Réponses stratégiques des pays africains à la COVID-19

Afin d'atténuer les impacts négatifs de la pandémie sur les revenus, l'emploi et la sécurité alimentaire, les gouvernements africains ont mis en œuvre une série de réponses politiques d'urgence. Ces mesures comprennent des transferts aux ménages et aux entreprises – dont des transferts monétaires, des transferts en nature de produits alimentaires ou d'intrants agricoles, des subventions et des exonérations fiscales – ainsi que des modifications des réglementations, dont l'application ou

l'assouplissement d'un contrôle des prix, des importations et des exportations. En particulier, les gouvernements ont fortement élargi les programmes de protection sociale afin de protéger les populations contre les effets négatifs de la pandémie. Cette évolution encourageante traduit une prise de conscience largement partagée de l'importance de la protection sociale pour prévenir les pertes en termes de bien-être et préserver les actifs en temps de crise. Selon des publications récentes de plusieurs pays africains et non africains, les programmes de protection sociale instaurés en réponse à la COVID-19 auraient eu des impacts positifs sur la santé, la réduction des comportements à risque, la sécurité alimentaire et les revenus des entreprises. Cependant, la couverture de la protection sociale en Afrique reste limitée, et nombre de programmes récemment introduits étaient de courte durée, avec près de 30 % des nouveaux programmes de transfert consistant en un paiement unique. Dans plusieurs pays pour lesquels des données sont disponibles, le ciblage du soutien a représenté aussi un défi majeur. Dans certaines régions, le ciblage a été régressif : les ménages les plus pauvres étaient moins susceptibles de recevoir une assistance que les plus aisés. Et même quand le ciblage a été progressif, de fortes proportions de ménages pauvres n'ont pas bénéficié de la protection sociale.

Les pays africains doivent étendre les programmes de protection sociale pour améliorer leur couverture, que ce soit en temps normal ou en temps de crise. Pour ce faire, des financements supplémentaires devront être mobilisés. La communauté internationale doit respecter ses engagements en faveur de l'aide au développement pour financer la protection sociale, et des propositions pour la création de contributions COVID-19 mondiales ou de fonds de protection sociale mondiaux doivent être élaborées. Cependant, les gouvernements africains doivent également relever le niveau du financement issu de sources nationales afin d'améliorer la prévisibilité et la durabilité des programmes de protection. Les pays doivent renforcer les systèmes d'imposition pour améliorer la conformité aux obligations fiscales et réduire les fuites et les flux financiers non enregistrés, tout en s'assurant que les systèmes sont progressifs et n'imposent pas une charge excessive aux ménages pauvres.

Les gouvernements doivent également améliorer la conception des programmes de protection sociale. Le ciblage doit être renforcé en développant et en tenant à jour des bases de données nationales unifiées sur les bénéficiaires potentiels, comme cela a été fait avec succès dans d'autres régions. Les gouvernements doivent recourir davantage aux technologies numériques dans la mise en œuvre et le suivi des programmes. Il a été démontré que l'adoption de technologies numériques pour effectuer et suivre les transferts améliore à la fois la capacité des programmes de protection à répondre aux besoins des bénéficiaires et leur rentabilité.

Enfin, les gouvernements doivent mettre en œuvre différents types de protection sociale pour étendre la couverture et satisfaire différents objectifs. Il est absolument nécessaire de développer des interventions sur le marché du travail qui ciblent les travailleurs informels plus vulnérables face à la perte d'emploi et souvent oubliés par la protection sociale. Pour garantir des réponses opportunes aux crises, les pays doivent développer des systèmes de protection sociale adaptés aux chocs qui peuvent être renforcés ou simplifiés rapidement selon la situation. Outre leurs fonctions de filets sociaux en temps de crise, les programmes de protection sociale sont des outils de développement à long terme qui aident les ménages à saisir des opportunités économiques et

à améliorer durablement leur niveau de vie. Les programmes de protection sociale destinés à des populations diverses et à des fins différentes doivent être mieux coordonnés et intégrés aux stratégies de développement globales.

Problèmes de mesure

Le large éventail des impacts de la pandémie de COVID-19 a mis en lumière les difficultés persistantes rencontrées par les pays africains pour générer des données probantes, comprendre les effets des crises et orienter les réponses politiques. Des innovations – dont des méthodologies analytiques, des outils et des cadres ainsi que le recours aux technologies émergentes – doivent être développées et déployées pour une meilleure disponibilité des données et des connaissances. Les méthodologies de mesure émergentes sont importantes non seulement pour apprécier les impacts de la COVID-19 mais aussi pour contribuer à la prise de décision politique et à la planification du développement de manière durable.

Production agricole

La collecte de données sur la production agricole en Afrique a longtemps représenté un défi. Les méthodes traditionnelles de travail sur le terrain sont coûteuses, elles ne produisent les données que très tardivement et elles deviennent plus difficiles à mettre en œuvre en temps de crise sanitaire. Cependant, ces données sont particulièrement nécessaires pendant les crises afin d'anticiper les perturbations potentielles de la production et de préparer des réponses à temps. Les données en temps quasi réel sur les indicateurs biophysiques sont importantes pour suivre l'état des cultures et développer des estimations de production avant les récoltes à des fins de planification. Les nouvelles technologies et les approches analytiques ont le potentiel d'augmenter considérablement la disponibilité de données précises et opportunes sur la production agricole. Les données de télédétection sur des paramètres biophysiques tels que les précipitations et les conditions de la végétation, combinées à des techniques d'apprentissage automatique, permettent une estimation rentable de la production agricole bien avant les périodes de récolte.

Pour que les pays africains tirent parti du potentiel des technologies émergentes de collecte de données, l'expertise en matière de télédétection et d'apprentissage automatique doit être encouragée par le biais de vastes initiatives de renforcement des capacités. Des partenariats public-privé pour soutenir l'entrepreneuriat et la création d'emplois en sciences et en technologie peuvent encourager les étudiants à entrer dans ces domaines émergents et contribuer au renforcement des capacités nationales.

Résilience

La résilience – généralement définie comme la capacité d'un individu, d'un ménage, d'une région ou d'un pays à préserver son bien-être en dépit des chocs – est un concept important pour le développement et les stratégies d'intervention humanitaire. Différentes méthodologies ont été proposées pour estimer la résilience avant les chocs. Elles se fondent sur la conviction que s'il est possible de mesurer la résilience, les gouvernements peuvent utiliser ces informations pour mieux cibler et planifier, avant et après les chocs, les interventions liées à la protection sociale et à l'amélioration des niveaux de résilience.

La nécessité de renforcer la résilience face aux chocs climatiques s'est peu à peu imposée et constitue l'un des domaines d'engagement de la Déclaration de Malabo de 2014. L'accent mis sur le climat est important en raison de la fréquence croissante des chocs météorologiques et climatiques négatifs et des évolutions néfastes du climat qui affectent déjà la production agricole en Afrique. Cependant, la pandémie a montré l'étendue des chocs auxquels les ménages, les communautés et les systèmes alimentaires sont exposés. Les mesures de résilience doivent donc s'élargir au-delà de la dimension climatique et tenir compte de plusieurs types de chocs. Les mesures de la résilience récemment développées pour évaluer les capacités des systèmes de santé nationaux peuvent être utilisées pour identifier les pays les plus vulnérables face aux chocs sanitaires mondiaux. Elles peuvent compléter ou intégrer les paramètres de résilience existants. L'intégration de mesures de la capacité du système de santé national et d'autres facteurs au niveau national fournit des informations supplémentaires précieuses pour améliorer la précision des estimations de la résilience.

Régimes alimentaires

La disponibilité d'un nombre suffisant de calories ne suffit pas à s'assurer que les populations sont en bonne santé et bien nourries. Ces dernières années, on observe une prise de conscience accrue de l'importance de la qualité du régime alimentaire en termes de consommation de micronutriments et de diversité alimentaire. Outre les formes visibles de sous-alimentation, les pays africains enregistrent des taux élevés de « faim cachée » ou carence en micronutriments, ainsi qu'une incidence croissante de la surcharge pondérale et de l'obésité. Il est nécessaire de mettre l'accent sur la qualité des régimes alimentaires pour mieux comprendre les facteurs de ces types de malnutrition et orienter les efforts pour améliorer la nutrition. Les perturbations de la disponibilité alimentaire, des prix des aliments et des revenus, causées par la pandémie de COVID-19 ont vraisemblablement modifié la composition des régimes alimentaires, avec des répercussions sur la nutrition et la santé. Les efforts visant à évaluer la qualité du

régime alimentaire pendant la pandémie doivent tenir compte des facteurs complémentaires, possiblement affectés par la pandémie, qui influencent la nutrition et la santé. En particulier, les perturbations de l'accès aux produits alimentaires ont eu un impact sur la diversité alimentaire. Dans certains cas, la pandémie a été associée à un changement de mode de vie et à une réduction de l'activité physique ainsi qu'à l'augmentation de l'anxiété. Ces éléments ont également des conséquences sérieuses sur la santé, et leur mesure est un complément important pour évaluer les habitudes alimentaires. L'amélioration des régimes alimentaires et des autres comportements liés à la santé peut être favorisée par des techniques de communication à grande échelle pour le changement de comportement (CCC), qui se sont révélées efficaces pour améliorer les pratiques alimentaires et les résultats nutritionnels.

Remarques finales

Dans les années qui ont précédé la pandémie, l'Afrique a réalisé des progrès vers les objectifs et les cibles du PDDAA et de la Déclaration de Malabo, même si les améliorations dans certains domaines – comme la réduction de la malnutrition – ont ralenti ou cessé. La COVID-19 a vivement exacerbé les défis existants et en a créé de nouveaux. Pour remettre le continent sur la voie d'une croissance durable, des efforts concertés seront nécessaires pour surmonter les impacts négatifs de la pandémie sur la croissance, la réduction de la pauvreté et la nutrition, et pour renforcer la capacité des systèmes alimentaires africains à soutenir les moyens de subsistance et à fournir des quantités suffisantes d'aliments sains pour tous. Le rapport ATOR 2021 a mis en lumière plusieurs domaines d'action, notamment la facilitation du fonctionnement des marchés et du commerce, le renforcement des programmes de protection sociale et l'amélioration des systèmes de données et de connaissances afin d'incorporer de nouveaux indicateurs, sources de données et méthodologies. Les efforts sur tous ces fronts et d'autres contribueront à accélérer le redressement post-COVID-19 et à améliorer la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs futurs.

À propos du ReSAKSS

Créé en 2006 dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS) contribue aux efforts de promotion de la planification et de la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes et axées sur les résultats. Le ReSAKSS fournit plus précisément des données et des produits analytiques ainsi que des connaissances connexes pour faciliter les processus d'analyse comparative, de revue et d'apprentissage mutuel au sein du PDDAA. AKADEMIYA2063 facilite le travail du ReSAKSS, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) et les principales communautés économiques régionales (CER). AKADEMIYA2063 s'est donné pour mission de fournir aux États membres de l'Union africaine (UA) des données, des analyses politiques ainsi que des activités de soutien au renforcement des capacités qui les aideront à atteindre leurs objectifs de transformation économique et de prospérité partagée, à l'appui de l'Agenda 2063 de l'UA. Le ReSAKSS est financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la Fondation Bill & Melinda Gates. Les opinions exprimées par les auteurs dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'USAID.

Ce synopsis est basé sur le Rapport annuel 2021 sur les tendances et les perspectives intitulé *Construire des systèmes alimentaires résilients en Afrique après la COVID-19*, revu par les pairs et publié par AKADEMIYA2063 et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Le rapport complet est disponible gratuitement sur : <https://doi.org/10.54067/9781737916413>.

www.resakss.org

AKADEMIYA2063

Kicukiro/Niboye KK 341 St 22
P.O. Box 1855
Kigali, Rwanda
T. +221-77-761-73-02
Email : resakss@akademiya2063.org
www.resakss.org | www.akademiya2063.org

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

1201 Eye St, NW
Washington, DC 20005 USA
T. +1-202-862-5600
F. +1-202-862-5606
Email : ifpri@cgiar.org
www.ifpri.org

DOI : <https://doi.org/10.54067/9781737916413>

© 2022 AKADEMIYA2063. Cette publication ne peut être diffusée que sous une Licence internationale de Creative Commons Attribution 4.0 (CC BY 4.0).